Paroles et promesses

Il ne vous a pas échappé que la campagne électorale pour la présidentielle de 2007 n'a pas attendu la date officielle des déclarations de candidature pour prendre un train d'enfer. À 12 mois de l'échéance, les guerres de clan prospèrent à droite, à gauche et au milieu comme si le pays avait pour seul souci de savoir si la cote de Dominique remonte sur celle de Nicolas, en baisse sur Ségolène qui fait furieusement de l'ombre à Laurent et à Lionel, n'en déplaise à François ou à Jean-Marie, sans oublier les ambitions de Marie-Georges ou d'Olivier.
Et pendant ce temps ? Eh bien, les affaires (les vraies, pardon) continuent à un train de sénateur.
Les soucis de la profession, comme pour d'autres d'ailleurs, s'appellent aujourd'hui fiscalité confiscatoire, charges sociales anormalement élevées, complexité administrative accrue, pénurie de main-d'œuvre qualifiée, crise du pouvoir d'achat du consommateur. Or, les dirigeants de la profession, à qui le Premier ministre a fait l'honneur d'une invitation à déjeuner la semaine dernière - se souvenant soudainement qu'il n'y a pas que les inspecteurs des finances et les p.-d.g. du CAC40, dont la conversation peut être intéressante -, sont actuellement l'objet d'une récente sollicitude gouvernementale qu'un esprit critique pourrait trouver inhabituelle.
Sans aller jusqu'à qualifier le 'contrat de croissance' entre la profession et l'État d'"électoraliste' - un bien vilain mot -, on ne peut que s'étonner de lire un préambule libellé ainsi : "*L'État s'engage à poursuivre les négociations avec l'Union européenne pour obtenir un taux de TVA à 5,5 % en faveur de la restauration.*" Voila une bonne nouvelle, après les atermoiements et les valses hésitations de naguère qui conduisirent à enterrer purement et simplement, y compris à l'Assemblée nationale lors d'une mémorable séance de nuit, l'une des promesses du chef de l'État. Certes, mais on aimerait connaître les raisons qui permettent une telle affirmation, surtout si l'on se contente de la version officielle sur l'échec des négociations à Bruxelles, en l'occurrence l'opposition farouche de la chancelière d'Allemagne, Mme Angela Merkel : on ne voit pas ce qui la conduirait à changer d'avis.
De même, dans ce 'contrat de croissance', comment va être défini le statut de maître-restaurateur qui conduirait, à terme, à réserver l'appellation de 'restaurant' à 20 000 établissements ? Est-ce vraiment le souhait de la profession ? À force de promettre, n'est-il pas risqué d'en faire trop ? **L. H.**

Hôtellerie Restauration

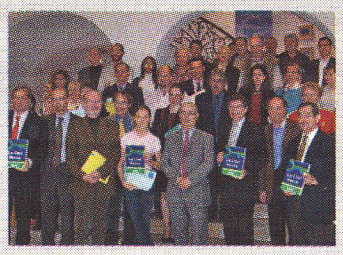
les professionnels des C.H.R.
a
D'ÉDITIONS
IODIQUES TECHNIQUES S.A.
ue Antoine Bourdelle
RIS CEDEX 15
5 48 64 64
48 04 23
otellerie@lhotellerie.fr
S DU JOUR, WEBNEWS

EMPLOI/RECRUTEMENT/CARRIÈRE
Tiphaine Beausseron
E-mail : tbeausseron@lhotellerie.fr
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION
Cécile Charpentier,
Cathy Belleville et Cécile Facquet
MAQUETTE Patricia Delville,
Mireille Avocat-Bovis et Nathalie Hamon
DIRECTEUR DE LA PUBLICITÉ
Jean-Pierre Lesage

L'ÉVÉNEMENT

DERNIÈRE MINUTE

La 'Clef Verte' séduit de plus en plus de professionnels du tourisme



Au centre, Bernard Mantienne, président de la Clef Verte, entouré de Bertrand Lecourt, président de la chambre syndicale des hôteliers de Paris, des partenaires et lauréats 2006.

Attribué à des hébergements touristiques qui justifient d'une gestion environnementale dynamique et continue, le label fait chaque année un peu plus d'émules au sein de la profession. La preuve. Le guide 2006 compte 185 lauréats dont 170 campings, 9 hôtels et 6 autres établissements (résidences, gîtes et chambres d'hôte). Parmi les 9 unités hôtelières labellisées figurent l'Hôtel Les Goélands (64), l'Hôtel Plaisir (17), Le Méridien Étoile (75), le Domaine du Grand Bois (58), l'Hôtel du Vivarais (07), la Résidence Hôtel Les Quatre Saisons (68), le Cadran Solaire (34), l'Hôtel Le Moulin du Château (04), l'Hôtel le Mas des Carassins (13), L'Hôtel Solenca (32), l'Hôtel Pommeraye (44) et enfin le Relais du Bastidou (32). À noter que le label est accordé pour une année.
Autre élément à souligner : l'Umih participe à la promotion du label Clef Verte auprès de ses adhérents dans le cadre de sa démarche environnementale.
Pour plus de renseignements : Office français de la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe 36 rue Amelot 75011 Paris Tél. : 01 45 49 02 09 www.laclefverte.org

Nouveau chef à la Bastide de Saint-Tropez

Olivier Streiff, 30 ans, arrive à la Bastide de Saint-Tropez. Le jeune chef originaire de Moselle, en poste au Vista Palace à Monaco depuis 2003, confesse "*ne pouvoir travailler qu'en musique*". Sa cuisine ? "*Fidèle,*

SIGNATURE DU PLAN DE MO

UN BON "

Si la baisse de TVA en restau dossier prioritaire, les repré organisations patronales on la raison en ratifiant le plan modernisation négocié avec Dutreil, ministre des PME, Bertrand, ministre délégué sous l'égide du Premier mi Dominique de Villepin.

C'est en présence du Premier de Villepin, de Renaud Dutr et de Léon Bertrand, minis me que les représentants de nales de la profession ont si le plan de croissance en fave modernisation des CHR. Ils ont tous r François Girault pour la CPIH, Ja GNC, Jacques Jond pour la Fagiht, Synhorcat, Gérard Plomion pour Daguin pour l'Umih.
Cette décision n'aura pas été facile. I nir plus. Mais après un mois de ré consulté leur conseil d'administrati dents des organisations patronales de si de ratifier ce plan, tout en rappela restait prioritaire pour la profession d'ailleurs rappelé en préambule dan geait à poursuivre les négociations av afin d'obtenir le taux de TVA réduit p En effet, pour l'Umih, "*la TVA à 5,5 % modernisation du secteur et le rétablisse pour les entreprises dont le service à tab emplois. Ce contrat de modernisation p ment est transitoire en attendant la bai ration.*" "*C'est un pis-aller qui va dans l* dré Daguin.
Didier Chenet, président du Synhorca la signature de cet accord, qui constit courageant tourné vers l'avenir en pré faveur des jeunes et de l'emploi. Toute cise qu'il convient de suivre la mise en ce plan et de contrôler la bonne app mesures. C'est la raison pour laquelle ra, aux côtés des autres organisatio unions de travail du comité de suivi partir de l'été 2006.
Pour Dominique de Villepin, "*ce plan engagements et la volonté d'avancer ens*
Cette signature, organisée dans le r dans le VIIe arrondissement de Paris, suivie d'un déjeuner entre l'ensembl 3 ministres.

FO réclame des contre